

Demande d'autorisation

Loi du 11 décembre 1989 concernant l'aliénation d'appartements loués (RSV 840.13)

A retourner, en deux exemplaires, à l'Office communal du logement ou à la Municipalité de la commune du lieu de situation de l'immeuble; une demande doit être présentée par appartement à aliéner.

Commune :

Lieu dit et/ou adresse : Parcelle n° :

Propriétaire (nom et adresse) :

.....

Données générales

1. Date de construction de l'immeuble :
2. Situation du logement concerné dans l'immeuble (n°, étage, etc.) :
3. Surface du logement concerné : m²
4. Nombre de pièces du logement (cuisine et hall non compris) : pièces
5. Dernier loyer mensuel net pratiqué : fr.
6. Prix de vente envisagé : fr.
7. Acquéreur (nom et adresse) :
-

Forme de propriété

8. Le logement est-il soumis au régime de la propriété par étages ou à une forme de propriété analogue ? oui non
9. Si oui, laquelle et dès quelle date ?

Renseignements concernant le locataire

10. Le locataire actuel se porte-t-il acquéreur du logement concerné ? oui non
11. Si tel n'est pas le cas, le bail en cours est-il repris par l'acquéreur ? oui non
12. Son bail a-t-il été résilié ? oui non Si oui, à quelle date ?
13. A-t-il trouvé à se loger ailleurs ? oui non
14. Si oui, où et à quelles conditions ?
-

Les documents suivants doivent être joints, en deux exemplaires

- ⇒ extrait du registre foncier
- ⇒ copie du dernier bail à loyer
- ⇒ attestation du locataire, s'il est acquéreur, au sens de l'article 4, alinéa 1, litt. c, de la loi
- ⇒ copie de la police d'assurance incendie (ECA) avec détail du cube

Demande d'autorisation

Loi du 11 décembre 1989 concernant l'aliénation d'appartements loués (RSV 6.2 C)

Travaux

15. Des rénovations ou des transformations sont-elles envisagés ? oui non

16. Si oui, descriptif sommaire et coût :
.....

Motifs de l'aliénation

17.
.....
.....
.....
.....
.....

Observations du requérant

.....
.....

Adresse d'envoi de la décision :

Lieu et date :

Signature du propriétaire ou de son mandataire muni d'une procuration :

Préavis motivé de l'autorité communale

Mesures d'instruction effectuées :

.....
.....



Le logement appartient-il à une catégorie à pénurie ? oui non

Préavis :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....